

UNE COCHONERIE ENVIRONNEMENTALE PRINCIERE

Monaco construit un quartier de luxe en mer. Des posidonies et des grandes nacres ont été déplacées, mais les informations sur les conséquences pour l'environnement ne sont pas communiquées.

De **Annika Joeres**, (Die Zeit – traduction libre française ASPONA) Monaco 10 mars 2020

L'original de l'article sur <https://www.zeit.de/wirtschaft/2020-03/monaco-anse-du-portier-umweltschutz-luxusviertel>

Le biologiste marin, Philippe Bornens, cherche les mots adaptés. Il essaie de décrire la côte bétonnée de Monaco comme écologique. Parce que la Principauté est en train de gagner 6 hectares sur la mer. Des centaines de milliers de tonnes de béton constituent les fondations pour le nouveau quartier de luxe. Bornens est censé préserver la faune et la flore du béton. « Ce n'est pas une tâche facile », reconnaît-il.

Monaco a un problème d'espace. C'est le plus petit pays du monde après le Vatican. Mais qu'importe, de plus en plus de personnes veulent s'installer dans le pays pour y placer leur argent sans payer d'impôts. C'est pourquoi pendant les dernières années beaucoup de villas ont été rasées pour faire place à des immeubles de 30 étages.

Le dirigeant de Monaco, le Prince Albert, cultive son image verte à l'extérieur ; il se présente comme sauveur des océans. Albert organise des conférences maritimes internationales, comme celle de 2018 « Les récifs coralliens et leur protection ». Selon son site Internet, la Fondation Prince Albert II de Monaco agit pour déclarer des régions des océans comme refuges, mais celles-ci sont bien loin, dans l'Arctique ou au Cambodge. Dans son propre pays, la conscience écologique est sacrifiée au profit d'un marché immobilier qui tourne autour de 50.000 euros le mètre carré. « Au début, le Prince voulait un projet sans conséquences pour l'environnement », dit Bornens. « Je lui ai répondu que, dans ce cas, il devait renoncer à la totalité du projet ».

Bien sûr, le projet n'a pas été abandonné. Mais Bornens a été chargé de délocaliser toute la faune et la flore marine du site du chantier vers des zones non touchées en Méditerranée. C'est pourquoi on a raclé des tonnes de pierres du fond de la mer et on a déplacé 500 m² de posidonies.

2 milliards d'euros, c'est le coût du chantier en mer. Il y a un an et demi le premier des caissons était posé sur le fond de la mer, lourd de 10 tonnes et haut de 27 mètres. Il avait été coulé pendant 9 jours dans une usine, spécialement construite à Marseille à 200 km de Monaco. Depuis, on a fait couler 18 autres caissons.

On a coulé les fondations avec des navires-citernes et des grues en mer, larges comme des plateformes de forage. On a transporté 400.000 tonnes de sable de Piombino en Italie à 400 km de Monaco, ainsi que 300.000 tonnes de Marseille. La surface de 3 terrains de foot a été gagnée sur la mer.

Le chef du gouvernement monégasque, Serge Telle, essaie de temporiser : « Nous avons tout fait pour déranger la faune le moins possible. » Le Prince y était attaché et c'est pourquoi il a embauché plusieurs personnes chargées de donner une image verte au projet gigantesque. C'est le cas de Philippe Bornens, qui habituellement travaille en Bretagne et fait maintenant régulièrement des aller-retours vers Monaco.

« Nous avons trouvé trois espèces protégées » raconte Bornens en regardant dans la direction où l'on ne voit aujourd'hui rien d'autre qu'une surface lisse en béton. Lui et ses collègues ont fait déplacer 8 rochers avec des algues rouges, 500 m² d'herbiers de posidonie ainsi que 147 grandes nacres, la deuxième plus grande espèce au monde. Une machine qui déplace normalement des grands arbres a été utilisée. De plus, les 19 caissons ont une surface irrégulière qui favorise la colonisation par la faune et les plantes. Des caméras vidéo ont été installées sur les immeubles autour du chantier et sous la surface de la mer.

Des barrages flottants et des écrans anti-turbidité ont été installés pour éviter la dispersion des sédiments qui troublent l'eau. « C'est le plus grand projet de ma vie », dit Bornens. Il n'a pas l'air d'être heureux.

Jusqu'à maintenant en Principauté il n'y avait pas de protestations contre le projet multimilliardaire. Il n'y a pas d'association indépendante pour l'environnement ; il n'y a pas d'activistes qui s'enchaînent devant le chantier ; personne ne manifeste. Notre requête auprès de l'Association Monégasque pour la Protection de la Nature (AMPN) a tout de suite été transmise au palais princier – le Prince est le patron. Le portrait du Prince est accroché dans chaque bar et chaque magasin de lingerie ; le prince est rarement critiqué. Même les associations environnementales internationales détournent le regard : ni Greenpeace, ni France Nature Environnement (FNE), qui est normalement active dans chaque commune en France, n'ont voulu s'exprimer sur cette construction en mer.

Seule l'association environnementale ASPONA de la commune voisine de Roquebrune-Cap-Martin critique ouvertement le projet. La commune se trouve à 200 mètres à l'Est de Monaco. Les membres de l'ONG observent le chantier du haut du rocher sur lequel est construit le village. Frédérique Lorenzi est juriste ; elle a travaillé pour la Commission à Bruxelles et elle est « horrifiée et triste » par le cas particulier de Monaco. « Nous avons demandé à Monaco et aux promoteurs de nous donner des informations sur les conséquences écologiques du projet. En vain. » Quand les écologistes ont posté des photos sur Facebook montrant des barges bien remplies, parties de Monaco en chemin vers l'Italie, en soupçonnant le promoteur Bouygues d'éliminer des déchets dans le pays voisin, ils ont été menacés par Bouygues de poursuites pour diffamation. Ils ont retiré les photos de leur site.

Effectivement, les conséquences écologiques du nouveau quartier sont cachées. Personne ne peut vérifier l'impact écologique, procédure obligatoire en France ainsi qu'en Allemagne. « Personne ne connaît les conséquences. C'est dramatique. » dit Lorenzi

Lorenzi est également inquiète pour les posidonies, en particulier pour le *posidonia oceanica*. « Cette plante a la capacité de filtrer l'eau, héberge beaucoup de très petits animaux et stocke du CO₂. Mais il pousse très lentement, seulement 1 à 3 centimètres par an. Les posidonies qu'on voit ici sur la côte sont préhistoriques » dit la juriste. Si les transplantations sont une réussite, on ne pourra le voir que dans quelques années. « C'est une action de marketing d'un Prince richissime ». Même le biologiste marin Bornens l'admet : « On ne saura que dans quelques années si les plantes ont survécu. »

Les écologistes de la commune voisine sont également soucieux de l'environnement, une fois le chantier terminé. Monaco a financé un port de plaisance dans la ville italienne frontalière de Vintimille, parce que les deux ports monégasques sont bondés. En plus, le nouveau quartier accueillera un héliport. « Il y aura encore plus de yachts de luxe et des avions au-dessus de nos têtes » dit Frédérique Lorenzi. « Où il y a beaucoup d'argent, il y a beaucoup de dommages ». Monaco serait « un Etat hors-la-loi ».

Philippe Bornens, le protecteur de la mer au service du Prince, ne veut pas accepter cela. Il insiste sur le fait que, même à Monaco, il y a des règles. Mais d'autres règles que dans le reste

de l'Europe. En tout cas, ce n'est pas la première extension en mer. Depuis les années 1960 Monaco a gagné 40 hectares sur la mer, pour des appartements, des ports de plaisance et des parkings. Maintenant on ajoute encore 6 hectares. « Il n'y a pas beaucoup de pays qui arrivent à agrandir leur territoire sans guerre » disait l'ancien chef du gouvernement monégasque, Michel Roger, en 2015.

En tous cas, le projet sera rentable pour le promoteur français Bouygues. Il vend les appartements avec piscine privée et petit jardin, dans le nouveau quartier. Apparemment quelques-uns sont déjà vendus pour plusieurs centaines de millions d'euros à un prix au mètre carré jamais atteint au monde. Mais ce prix est rentable pour l'acquéreur: Celui qui vit plus que six mois par an à Monaco n'est plus obligé de payer des impôts dans son pays d'origine.

Le coût du projet pour le changement climatique global reste dans l'obscurité. Une économiste agricole est en train d'écrire sa thèse de troisième cycle sur ce sujet mais, même elle, n'a pas voulu parler des résultats de sa recherche scientifique. Elle a prétexté que le Palais princier était compétent. Mais le Palais n'a pas voulu donner de chiffres, malgré deux demandes de renseignements.